

S&P DÉGRADE LA NOTE DE L'ITALIE

Le ton monte avec le gouvernement

Standard and Poor's (S&P) a abaissé la note de l'Italie en raison des sombres perspectives de croissance et de la fragilité du gouvernement de Silvio Berlusconi, qui a immédiatement dénoncé une décision «politique», une accusation rejetée par l'agence.

S&P a abaissé dans la nuit de lundi à mardi la note de l'Italie d'un cran à A et l'a assortie d'une perspective négative, ce qui signifie qu'elle envisage encore de la dégrader.

Critiquée par Rome, qui l'a accusée d'avoir pris une décision «faussée par des considérations politiques», l'agence est montée au créneau en martelant que ses évaluations

étaient «apolitiques». En Italie, l'opposition faisait toutefois elle aussi une lecture politique de cette dégradation de la note, qui prouve selon elle la perte de crédibilité du Cavaliere, fragilisé par de nouvelles révélations sur ses frasques sexuelles.

Cette décision de Standard and Poor's est un coup dur pour la troisième économie de la zone euro, dont la note n'avait jamais été abaissée depuis le début de la crise de la dette, et attise les craintes de contagion.

S&P pourrait maintenant être suivie par Moody's qui a prolongé vendredi son examen et pense rendre son verdict en octobre.

Pour Standard and Poor's, cette dégradation est due à «l'affaiblissement des perspectives de croissance de l'Italie» et à «la fragilité de la coalition au pouvoir» qui va continuer à limiter la capacité de l'Etat à répondre de manière décisive à la crise.

Un déclassement de l'Italie ayant été anticipé par les marchés, la Bourse de Milan prenait 1,40% vers 12h GMT,

après avoir ouvert en baisse. Les taux italiens étaient en revanche toujours sous tension sur le marché obligataire, signe de la méfiance des investisseurs.

Malgré l'adoption le 14 septembre d'un plan de rigueur de 54,2 milliards d'euros devant permettre au pays de parvenir à l'équilibre budgétaire en 2013 et de réduire sa dette colossale (120% du PIB), l'Italie ne parvient pas à rassurer les marchés qui doutent de la crédibilité du gouvernement.

D'autant plus que Silvio Berlusconi est empêtré dans de nouvelles révélations embarrassantes sur ses relations avec un entrepreneur accusé de lui avoir fourni des prostituées en 2008 et 2009.

Avant cela, l'affaiblissement du gouvernement avait été mis en lumière par les tergiversations qui ont émaillé la mise au point du plan d'austérité.

Réaffirmant la «solidité» de la majorité, le gouvernement a rappelé que son plan de rigueur avait été adopté sans difficultés au Parlement et qu'il préparait des «mesures de soutien à la croissance dont les fruits se verront à court et moyen terme».

Mais Standard and Poor's estime que les objectifs de réduction du déficit seront «difficiles à atteindre» en raison de



Photo : DR

perspectives de croissance plus faibles qu'auparavant et juge en outre que le gouvernement reste «réticent» à adopter des réformes structurelles ambitieuses. En Italie, les réactions à l'égard du gouvernement étaient très dures.

Où le gouvernement fait des «réformes sérieuses et impopulaires (...) ou il doit démissionner», a lancé la «patronne des patrons», Emma Marcegaglia, tandis que le quotidien économique *Il Sole 24 Ore* dénonçait un «gouvernement incapable de gouver-

ner». «Les faits de ces dernières heures nous disent toujours plus clairement que l'Italie est dans les mains d'un grave malade», a déclaré Debora Serracchiani, du Parti démocrate (gauche).

Alors que majorité et opposition sont à couteaux tirés, Bruxelles a insisté de son côté sur la nécessité de dégager un «consensus politique national» afin de lancer «un programme ambitieux de réformes pour s'attaquer aux faiblesses structurelles profondément ancrées de l'économie italienne».

Croissance lente en vue pour une économie mondiale affaiblie

Le Fonds monétaire international a abaissé hier ses prévisions de croissance pour l'économie mondiale, estimant qu'elle s'était «considérablement affaiblie» et qu'elle allait poursuivre sa croissance lente.

L'institution a indiqué dans ses prévisions semestrielles que si les dirigeants politiques occidentaux tenaient leurs engagements, elle tablait sur une croissance de 4,0 % en 2011 et en 2012, prévenant que s'ils ne le faisaient pas, l'Europe et les Etats-Unis retomberaient dans la récession.

«L'activité s'est considérablement affaiblie», ont écrit les économistes du FMI, rap-

pelant qu'elle avait été «étonnamment faible durant le deuxième trimestre». Le Fonds est particulièrement inquiet pour l'Occident. Par rapport à juin, les prévisions ont été fortement abaissées pour les Etats-Unis (désormais 1,5 % en 2011 contre 2,5 auparavant, ne dépassant que le Japon et l'Italie au sein du G7). Elles l'ont aussi été pour l'Europe (1,6 % pour la zone euro contre 2 %, dont 1,7 % pour la France) et le Canada (2,1 %).

La croissance mondiale serait donc principalement tirée par l'Asie en développement (8,2 %), oasis de prospérité, et par d'autres économies émergentes. Aucune amélioration n'est à prévoir en fin d'année ni début

2012, estime le FMI. Son suivi des indicateurs économiques mensuels «pointe vers une croissance faible à court terme», a-t-il souligné. «Les projections des «perspectives de l'économie mondiale» supposent que les responsables politiques tiennent leurs engagements et que les perturbations financières ne s'emballent pas hors de leur contrôle, permettant à la confiance de revenir avec la stabilisation de la conjoncture», a-t-il ajouté. Le Fonds explique que si les promesses étaient oubliées et les marchés encore plus secoués, «les grandes économies développées pourraient retomber dans la récession».

Prévisions de croissance réduite de l'Inde

Le Fonds monétaire international (FMI) a réduit ses prévisions de croissance pour l'Inde et mis en garde la troisième puissance éco-

nomique d'Asie contre une inflation flirtant dangereusement avec les 10 %.

Dans son rapport publié hier, le FMI a indiqué tabler, désormais, sur une croissance de 7,8 % pour l'année budgétaire close fin mars 2011 et de 7,05 % pour l'année suivante, en grande partie grâce à la consommation du 1,2 milliard d'habitants. En juin, le FMI anticipait une croissance de l'économie indienne de 8,2 % en 2011 et de 7,8 % en 2012.

Le FMI a justifié l'abaissement de ses prévisions par l'incertitude mondiale sur le plan économique, mis en lumière par une plus grande volatilité financière et la prudence des investisseurs.

Même si les prévisions révisées du FMI peuvent sembler toujours élevées au regard de l'anémique croissance occidentale, une croissance de l'ordre de 7,8 % ne suffirait pas à réduire le niveau de pauvreté du pays, seulement possible à partir d'un seuil de 10 %, selon les calculs du gouvernement.

L'Inde table sur une croissance de 8,5 % pour l'année budgétaire 2011.

Le gros point noir reste l'inflation, qui plafonne depuis des mois à des taux frôlant les 10 %, en dépit de douze relèvements des taux d'intérêt décidés par la Banque centrale au cours des 18 derniers mois. Il s'agit de la plus

longue période de resserrement monétaire en Inde depuis plus de dix ans. En août, le taux d'inflation en Inde s'est encore rapproché des 10 % à 9,78 %.

Il y a toujours des «risques autour de l'inflation», a mis en garde le FMI, soulignant que la valse des étiquettes qui a d'abord touché les produits alimentaires s'était «généralisée» à tous les secteurs de l'économie.

Le FMI a aussi prédit une «stagnation» de la croissance des investissements en Inde, en partie due à des «questions de gouvernance d'entreprise», une référence pudique à l'inquiétude des investisseurs concernant la corruption.

Le FMI révisé à la baisse sa prévision de croissance pour la Chine

Le Fonds monétaire international (FMI) a révisé hier à la baisse sa prévision de croissance pour la Chine, à 9,5% pour 2011 et 9% pour 2012, en raison des difficultés des Etats-Unis et de l'Europe ainsi que des mesures de Pékin pour endiguer l'inflation.

Alors que le monde est entré dans «une nouvelle phase dangereuse», l'institution basée à Washington appelle Pékin à rééquilibrer son économie «le plus vite possible» vers plus de consommation intérieure et à permettre au yuan de se renforcer.

Une appréciation de la monnaie chinoise aiderait la Chine à contenir l'inflation en baissant le prix de ses importations et redynamiserait les économies des principaux partenaires de Pékin.

«Un taux de changes plus élevé, combiné à des réformes structurelles, augmentera le pouvoir d'achat intérieur et permettra un rééquilibrage externe, tout en contenant la pression inflationniste», selon les Perspectives économiques mondiales du Fonds.

Le FMI a baissé sa prévision de croissance pour le PIB chinois — le deuxième du monde après les Etats-Unis — à 9,5 % pour 2011 et 9% pour 2012, soit moins que la moyenne de 10,5 % de croissance que le pays a connu entre 2000 et 2007. Dans sa dernière prévision remontant au mois de juin, le Fonds avait prédit 9,6 % de croissance pour la Chine cette année et 9,5 % en 2012.

L'euro, «sujet principal» des discussions G20/FMI

La crise de la dette qui secoue la zone euro sera «le sujet principal» des discussions entre les dirigeants des pays du G20 et dans le cadre de la réunion d'automne du Fonds monétaire international (FMI) à Washington en fin de semaine, a reconnu hier une source allemande.

Même si l'ordre du jour des différentes rencontres — entre autres une réunion des ministres des Finances et gouverneurs de Banque centrale du G20, et une assemblée générale du FMI — est autrement plus fourni, «le sujet principal, dans les discussions et en marge, sera la zone euro», selon cette source haut placée du gouvernement allemand.